

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

11 janvier 2017

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

En 2018 comme en 1917, Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Symbole de l'année qui vient de s'achever, le « jour des riches » est tombé le 8 janvier 2018 : c'est le jour où les patrons ont gagné autant d'argent que l'ensemble des travailleurs pendant toute l'année ! L'envolée des bourses en 2017 a fait gagner à elle seule la bagatelle de 850 milliards d'euros aux 500 plus grandes fortunes mondiales. Une telle somme permettrait de créer 20 millions d'emplois, mettre fin à l'austérité ; de quoi soigner, nourrir et loger ceux qui en ont besoin. Mais ceux qui disposent de ces richesses inouïes n'ont aucune intention d'en partager la moindre miette avec la majorité de la population, celle qui doit travailler pour vivre.

Ce sont ces mêmes grandes fortunes qui ont provoqué les crises financières qui ont mis l'économie à genoux. Celles-ci ont servi de prétexte pour attaquer les acquis des travailleurs dans tous les pays où ils en avaient : salaires, pensions, protection sociale, soins de santé, tout a été bon à prendre.

Pour 2018, la presse se fait l'écho d'une possible reprise économique. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que les patrons reviennent sur les concessions qu'ils ont imposées aux travailleurs sous prétexte de crise et d'austérité. Les nouveaux emplois resteront précaires, soumis au moindre retournement de situation. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail devront travailler plus dur et plus longtemps pour des salaires rabotés.

En Belgique, le gouvernement de Charles Michel a un bilan qui parle de lui-même : pour les travailleurs, allongement de la durée du travail, limitation des droits sociaux, la chasse aux réfugiés et la limitation du droit de grève ; pour les patrons, diminution de l'impôt des sociétés et des charges et flexibilité de l'emploi. Un seul chiffre résume ce déséquilibre : les entreprises paient environ 13 milliards d'euros d'impôts mais elles reçoivent le même montant en aides diverses et variées ! Les patrons ne paient donc rien, les travailleurs paient tout. Crise ou reprise, cela ne changera rien à leur politique.

La N-VA a été plus loin en proposant récemment de supprimer les prépensions et de limiter la durée des allocations de chômage.

La montée de la N-VA en Belgique reflète une tendance au repli sur soi face à la crise. C'est un phénomène mondial qui a donné lieu au Brexit en Angleterre, au mouvement indépendantiste en Catalogne et au vote pour Trump aux Etats-Unis. Ce dernier a été élu en faisant croire aux travailleurs américains que leurs problèmes venaient de la concurrence chinoise ou des immigrants mexicains. Il a promis de les protéger mais tout ce qu'il a fait, c'est s'attaquer à l'assurance maladie et réduire les impôts payés par les plus riches. En Angleterre, la propagande pour le Brexit s'appuyait sur la peur des travailleurs anglais face à la concurrence européenne ; mais ce sont le système scolaire et les hôpitaux publics qui font les frais d'une cure d'austérité sans précédent.

Partout, les bourgeois tentent, au travers des partis dits « populistes », de monter les travailleurs les uns contre les autres, d'utiliser les travailleurs étrangers comme boucs émissaires et ainsi détourner l'attention des vrais responsables : le patronat qui licencie, les riches qui ne paient pas d'impôts, les financiers qui provoquent des crises économiques à répétition. En réalité, le sort des travailleurs est le même partout et ils ont plus de raisons d'être unis que divisés.

Les capitalistes se paient des experts en exploitation, restructuration et communication. Dans chaque pays, ils subventionnent les partis qui font la politique qui correspond le plus à leurs intérêts. Les travailleurs, eux, ne peuvent compter que sur eux-mêmes. En revanche, ils forment 90% de la population et c'est sur eux que repose toute l'économie. Cela constitue une force potentielle énorme, qui s'exprime par la mobilisation et les grèves. Pour organiser cette force, le monde du travail a besoin de son propre parti, communiste et révolutionnaire.

2017 a marqué le centenaire de la révolution russe. En 1917, les plus misérables de tous les travailleurs européens ont réussi à chasser un régime dictatorial et ont entrepris de mettre en place une société qui n'était plus basée sur le profit, et qui était gérée par la population elle-même. Ils ont soulevé un enthousiasme incroyable chez tous les travailleurs de la planète. Même si l'expérience n'a pas été jusqu'au bout, ils nous ont montré qu'un tel changement était possible.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Diviser pour mieux régner

Les permanents syndicaux refusent d'organiser des réunions inter-dépôts pour établir des revendications communes et mobiliser. Ils ne veulent pas accorder des heures syndicales (code 81) aux délégués et de mettre des locaux à leur disposition. Cette division non seulement entre syndicats mais aussi au sein de chaque syndicat entre modes, secteurs et dépôts de l'entreprise, sert les intérêts du patron. Notre intérêt au contraire est de nous unir !

Sous-effectif dans les ateliers

Il n'y a pas assez de mécaniciens pour entretenir la flotte de véhicules. Chaque jour, plusieurs bus restent dans les dépôts faute d'avoir pu être réparés. Et certains bus en mauvais état sortent quand même. La direction est bien plus préoccupée à économiser sur le personnel qu'à assurer le confort et la sécurité des chauffeurs et des passagers.

Inspections sommaires

Les visites de la délégation du CPPT dans les dépôts sont trop rapides. Le temps est insuffisant pour une vérification approfondie dans les ateliers du matériel roulant : fosses, élévateurs, crics, échelles, extincteurs, détecteurs de fumée, etc. L'inspection des bureaux, des vestiaires, des douches et de l'infirmerie n'est pas plus minutieuse. Même les problèmes révélés par ces visites ne sont pas tous résolus. Des téléphones sont par exemple en panne depuis des mois.

Les délégués syndicaux doivent chercher à imposer au patron le circuit, la durée et la fréquence nécessaires des inspections et ne pas compter sur la publication du plan d'action annuel pour informer les travailleurs des divers manquements.

Une politique inhumaine

Sans surprise, le secrétaire d'Etat à l'Asile et aux migrations Théo Francken, poursuit sa politique anti-immigrés. Il a été soutenu par une déclaration du premier ministre Charles Michel. Renvoyer vers des pays pratiquant la torture des personnes venues demander la protection de la Belgique, ces messieurs appellent ça une politique « humaine mais ferme. » Les Soudanais apprécieront.

Pénurie de médecin en approche

Depuis l'instauration de l'examen de sélection des candidats en médecine dans les universités belges, de plus en plus de jeunes décident de partir faire leurs études à l'étranger. De nombreux étudiants se tournent par exemple vers la Roumanie qui a ouvert une filière d'étude de médecine en langue française.

Tout le monde sait à quoi ressemble le système de santé belge : des salles d'attente toujours bondées, des horaires de médecin démentiels qui doivent souvent se contenter de 5 minutes par patient pour ne pas accumuler de retard et toujours plusieurs mois d'attente pour avoir un rendez-vous chez un spécialiste.

Nous manquons de médecins. Pourtant, les responsables politiques mettent de plus en plus de barrières à leur formation : numerus clausus et maintenant examen d'entrée. C'est une politique irresponsable !

Ramdam au PS

Les discussions vont bon train dans les rangs du parti socialiste. Après le « chantier des idées », la grande question à l'ordre du jour est de savoir s'il faut mettre Elio Di Rupo au placard et le remplacer par un plus jeune, comme Paul Magnette. Certains espèrent ainsi faire oublier tout ce que le PS a fait passer comme mesures contre les travailleurs alors qu'il était à la tête du gouvernement, comme la limitation des allocations de chômage ou le recul de l'âge de la pension. Aujourd'hui dans l'opposition, le PS espère se redonner une image radicale et se faire passer pour le défenseur des opprimés. Mais, loin de remettre en cause sa politique passée, sa perspective est de refaire exactement la même chose avec une nouvelle tête sur les affiches.

Un joyeux Noël pour les actionnaires !

Le gouvernement s'est dépêché de faire voter, avant la fin de l'année, la réforme de l'impôt des sociétés. Cette réforme fera baisser l'impôt des grosses sociétés, de 33,9% à 25%. Et encore, ce taux peut encore bénéficier de toutes sortes de déductions fiscales. Ainsi, les 1000 sociétés affichant les plus gros bénéfices en Belgique ne paient en fait que 7,9% d'impôts sur leurs bénéfices, et certaines d'entre elles seulement 1% ! Les déclarations sur le caractère « budgétairement neutre » de ces cadeaux faits aux riches ne trompent personne : les milliards d'euros qui ne rentreront pas dans les caisses de l'Etat, c'est nous qui allons devoir les payer.

Réunion publique de **La Lutte** :

Le PS belge, la fin d'une illusion ?

Le vendredi 26 janvier 2018 à 18h30

Centre Elzenhof – Salle Nothomb

Avenue de la Couronne 12

1050 Ixelles